

Forum international

Les exploitations familiales agricoles sont les principales pourvoyeuses de nourriture et de richesses en Afrique de l'Ouest

Panel 5 : Cohérence des politiques agricoles et commerciales et des intervenants

COHERENCE DES POLITIQUES AGRICOLES ET DES INTERVENANTS

- I. Nos convictions
- II. Etat des lieux et les enjeux
- III. Les OP et le ROPPA dans les politiques agricoles et commerciales nationales et régionales
- IV. Questionnement au CNCR et au ROPPA : ***vigilance et suivi assidu***

I. Quelques convictions

- **La première** conviction est contenue dans la maxime de Saint-Exupéry « Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible »
- **Les quatre autres** ont été largement partagées lors des précédents panels :
- (i) **L'exploitation familiale agricole** qui contribue pour plus de 80 % à l'auto-alimentation de la région en produits alimentaires de base et emploie 70 % de la population active doit poursuivre sa mission. Elle peut mieux faire dans un environnement économique et sociétal plus porteur.
- (ii) **L'approche filière** que les Organisations paysannes développent avec un certain nombre de partenaires est capable de gagner des parts de marchés dans les nouveaux marchés urbains et d'assurer de plus grandes plus values pour leurs producteurs dans les chaînes de valeur.
- (iii) **Le renforcement des organisations paysannes et du ROPPA** reste une constante à poursuivre pour leur permettre d'assurer leur rôle de veille sur les politiques qui ont un impact sur les politiques agricoles et la sécurité alimentaire.
- (iv) **L'ancrage des agriculteurs familiaux pauvres dans les réseaux d'OP** et les liens que cela développe avec les autres acteurs, permet des activités économiques qui ont des retombées positives au-delà des seuls agriculteurs. C'est bien une économie villageoise qui se développe avec les autres acteurs.

- **Ces convictions se justifient d' autant que :**
- Le discours politique néolibérale dominant a entraîné une paupérisation du monde rural et des petits producteurs en particulier.
- Les politiques agricoles et commerciales restent imparfaites et qu' elles doivent s' adapter pour développer ces approches, relever ce défi dans un contexte globalisé d' une certaine paupérisation et insécurité alimentaire, car l' exploitation familiale s' est au cours de ces dernières années affaiblie.

II. Etat des lieux : L'agriculture familiale est confrontée à des contraintes majeures qui anéantissent les efforts des exploitations, dont :

- **Le sous-investissement structurel** dans les exploitations familiales agricoles,
- **Les importations des produits agricoles à bas prix** encouragées par des politiques commerciales et agricoles néolibérales qui ont annihilé le développement des filières vivrières locales
- **La pression foncière** résultant particulièrement de la course aux agro-carburants et de la cession massive des terres agricoles. Après la concurrence déloyale sur les marchés, l'Afrique est confrontée aujourd'hui à la concurrence foncière sur ses propres terres
- **Les changements climatiques**, qui fragilisent encore plus les performances du secteur agricole, ont pour conséquence une accélération de la dégradation des ressources naturelles affectant la productivité agricole
- **Les retards à la mise en œuvre de l'ECOWAP.**
- **Le manque de cohérence au niveau des politiques** qui porte préjudice à la sécurité alimentaire et au développement agricole.

Les enjeux, auxquels les politiques doivent répondre :

- Investir dans la modernisation des exploitations familiales agricoles, améliorer ainsi leur capacité de production et d'accroître leur pouvoir de marché. Le renforcement des exploitations familiales permettra de répondre au double défi de réduire la pauvreté en milieu rural et de satisfaire les besoins alimentaires sans cesse croissants en milieu urbain
- L'environnement législatif ouest africain (ECOWAP, NEPAD et la PAU), auquel les OP ont largement contribué, constituent des cadres favorables pour orienter les investissements publics vers les secteurs pertinents, les filières les plus stratégiques qui ont un impact économique et social et vers les couches sociales les plus vulnérables
- Ces diverses politiques et stratégies ont donc le mérite de fixer des orientations adéquates mais ont également des limites dans leur traduction en mesures réglementaires, actions, programmes et projets
- **Dans le concret, le soutien aux exploitations familiales agricoles reste en deçà des attentes.**

La sécurité alimentaire nécessite des financements directs et accrus aux producteurs familiaux ; ce qui se traduit pour le ROPPA dans

- **Un investissement adapté au développement des exploitations familiales**
 - le respect des engagements de Maputo
 - l'instauration d'une priorité à l'agriculture familiale dans les stratégies des gouvernements, des partenaires, en appui à une mise en œuvre effective de l'ECOWAP ;
- **la formulation et le respect d'engagements chiffrés du financement du développement dans le soutien à l'agriculture familiale par les partenaires techniques et financiers**
 - l'appui à la recherche agricole pour faciliter le transfert de technologies en matière de production de semences adaptées à la variabilité du climat et aux besoins des producteurs. (partenariat dynamique entre les OP, le privé et l'Etat)
 - l'appui à l'équipement des exploitations agricoles pour accroître la productivité agricole (85% des exploitations familiales travaillent encore avec des équipements rudimentaires) ;
 - la maîtrise de l'eau pour permettre la diversification de la production agricole
 - des infrastructures de conservation de stockage, de transformation et de transport des produits pour approvisionner les marchés et assurer une sécurité alimentaire durable. (collaboration avec le secteur privé (transporteurs, opérateurs banques, etc.) . L'accès aux marchés suppose la maîtrise de la chaîne de valeur des principales productions par les exploitations familiales,
- **la sécurisation foncière des exploitations familiales par des mesures législatives favorisant à la fois l'accès à la terre (notamment les femmes), etc.**
- **Quelles incohérences dans les politiques et quelles orientations pour les organisations de producteurs ?**

III. Les OP et le ROPPA dans les politiques agricoles et commerciales nationales et régionales

- Les revendications de ROPPA et des OP dans les négociations portent, conforme à leur doctrine sur :
 - (i) la reconnaissance de la souveraineté alimentaire;
 - (ii) la reconnaissance de l'exploitation familiale ;
 - (iii) la priorité au marché régional et à la protection aux frontières;
 - (iv) la sécurisation foncière et la durabilité des systèmes de production;
 - (v) le financement de l'exploitation familiale.
- Le ROPPA et les OP ont été à niveaux divers, très présents dans les négociations des choix publics, notamment à partir des années 2000 et ont réussi à imprimer une nouvelle dynamique aux processus d'élaboration des politiques et des programmes stratégiques régionaux
- Au niveau national, l'impact des plates-formes nationales des OP a souvent été moins notoire.

PAU 2001, ECPWAP 2005 : facteurs de succès et d' échecs?

- **(i) la reconnaissance de la souveraineté alimentaire**
- **(ii) la reconnaissance de l'exploitation familiale ;**
- **(iii) la priorité au marché régional et à la protection aux frontières;**
- **(iv) la sécurisation foncière de l'exploitation familiale et la durabilité des systèmes de production;**
- **(v) le financement de l'exploitation familiale.**
- **(vi) degré de concertation**
- **Bien accepté mais non précisé**
- **Ambigüité : exploitation familiale et autre formes d'entreprises agricoles**
- **Entraves au commerce interrégional; aux frontières revoir le TEC UEMOA (max 20 %) création d' une 5eme bande de protection à 35 % (proposition de ROPPA et du Nigéria 50 % dégressif)**
- **Question délicate: gestion des ressources partagées ...pas de réaction à l'accaparement des terres**
- **Création du Fonds Régional pour l'agriculture et l'Alimentation... subvention au crédit abandonnée, financement du PRIA et des PNIA**
- **Task force, élaboration politique, comité de pilotage, PRIA, etc..**

Politiques nationales : impacts des OP ? Vision très schématique

- **(i) la reconnaissance de la souveraineté alimentaire**
 - **Bien accepté mais non précisé sur les produits (accès aux intrants, politique de prix stables et rémunérateurs, accès au marché, etc..)**
- **(ii) la reconnaissance de l'exploitation familiale ;**
 - **Ambigüité : agro business et ses dérivés (ouvrier agricole) versus exploitation familiale et agriculture paysanne,**
- **(iii) la priorité à la production nationale et à la protection aux frontières;**
 - **Protection et régulation du marché, subventions sur les intrants, vision sur les filières au détriment de l'exploitation**
- **(iv) la sécurisation foncière de l'exploitation familiale et la durabilité des systèmes de production;**
 - **Pas toujours évidente dans l'actuel contexte de dénigrement des exploitations familiales et d'accaparement des terres**
- **(v) le financement de l'exploitation familiale.**
 - **Crédit court terme limite à quelques filières et recherche d'alternatives auprès des micro crédit et autres: warrantage , FAIR, SAFIR ,fonds levier etc.**
- **(vi) degré de concertation et de communication avec Gvt , PTF**
 - **PSOP, LOAP, PDDAA, PNIA, GAFSP commission prix rémunérateurs (arachide, riz , céréales sèches, etc.) - CAS,COSO, CPP etc.**
 - **Manifestations paysannes**

Négociation CE-CDEAO/ Accords de partenariat économique-Position de ROPPA

- **Objectifs** : établir une zone de libre échange entre l'Afrique de l'Ouest et l'UE. Importer les produits européens et ceux de la zone CEDEAO sans droit de douane par les deux parties !!
- Accord très peu avantageux pour les pays de la CEDEAO qui bénéficient de l'accord TSA (tous sauf les armes), qui leur permet actuellement d'exporter vers l'UE sans droit de douane et détruirait toute possibilité de développement de leurs filières agricoles (poulet, maïs, céréales locales substituables à la farine de blé, etc..)
- Négociation engagée prématurément dénoncée par le ROPPA et la société civile en Afrique et en Europe – sous la pression du groupe des députés socialistes la date butoir des négociations devrait être reportée en 2016, permettant à la CDEAO de prendre du temps pour harmoniser ses politiques agricoles et tarifaires sous la pression et vigilance de ROPPA..

VI. Conclusion : vigilance et suivi assidu ROPPA dans l'élaboration des politiques agricoles

- Le ROPPA et les OP, très en pointe lors des négociations de la PAU et de l'Union douanière de la CEDEAO;
- Ils ont réussi à impulser des orientations importantes aux politiques agricoles et commerciales, sur le plan des principes et des grandes options : reconnaissance de l'exploitation familiale, souverainisme alimentaire, protection du marché régionale, financement de l'agriculture etc.,
- **mais ont été confrontées à un difficile passage de la défense de ces grands principes à des instruments de politique et des programmes concrets dont les contenus incarnent réellement ces principes, et qui permettent d'impulser une transformation massive et décisive des agricultures ouest africaines :**
- **l'UEMOA n'a pas organisé une réunion du Comité de mise en œuvre de la Politique commune prévu dans la PAU**

IV. Conclusion : vigilance et suivi assidu

- a mis en place un Fonds de développement agricole, dont l'élaboration du manuel de procédure administratif et financier a demandé plus de 4 années, pour être in fine réalisé avec l'appui de la FAO – projet PCT, sans avoir été distribué ni à ROPPA, ni aux OP
- n'a pas mis en place le Comité de pilotage de ce fonds - 23 milliards de FCFA -, aujourd'hui géré par la BOAD;
- a utilisé en accord avec les Etats membres en 2008, le Fonds lors de la crise sur la flambée des prix ainsi que pour venir aux personnes déplacées, le détournant pour une part de sa vocation initiale, qui prévoyait en accord avec le ROPPA et pour le financement de l'agriculture ; (i) la généralisation d'une bonification de taux d'intérêt du crédit agricole harmonisé dans la région ; (ii) la mise en place d'un fonds de garantie de calamité ; (iii) un soutien au renforcement avec les instituts de recherche par la mise à disposition de semences de haute valeur ajoutée transférables aux organisations de producteurs ; (iv) un renforcement des capacités des réseaux d'OP.
- **La nécessité pour les OP, qui ne peuvent pas attendre, de construire leur avenir, d'innover et de créer de nouveaux mécanismes de coopération pour valoriser leurs productions et conquérir de nouvelles niches de marché.**
- **Quelle stratégie pour le CNCR et le ROPPA ?**